



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise  
ud95.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Cergy-Pontoise, le 16/07/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/07/2025

### **Partie nominative**

#### **CORIANCE ( exCYEL )- SOA**

10 allée Bienvenue  
93160 Noisy-Le-Grand

Affaire suivie par : Martin BOLLENOT  
Téléphone : 01 71 28 48 17  
Courriel : martin.bollenot@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 2025/0431  
Code AIOT : 0006506112

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 03/07/2025 de l'établissement CORIANCE ( exCYEL )- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.



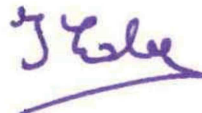
#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Martin BOLLENOT, Unité départementale du Val-d'Oise, Cellule C Air, eau, secteur Ouest Val d'Oise, inspecteur de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

David Merlet, adjoint au chef d'agence  
Christophe Baugé, responsable opérationnel

Le courriel d'échange avec l'administration est [Christophe.BAUGE@groupe-coriance.fr](mailto:Christophe.BAUGE@groupe-coriance.fr).

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
Martin Bollenot, Inspecteur de l'environnement	Céline Crublet, chargée de mission « air »	Irène ALFONSI, Adjointe à la cheffe de pôle risques chroniques
		

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 03/07/2025 de l'établissement CORIANCE ( exCYEL )- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Vérification du dispositif anti-foudre** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article : 21
- **Dispositions générales** - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2021 article : 3.2.1

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 16/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CORIANCE ( exCYEL )- SOA**

10 allée Bienvenue  
93160 Noisy-Le-Grand

Références : 2025/0431  
Code AIOT : 0006506112

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2025 dans l'établissement CORIANCE ( exCYEL )- SOA implanté 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ([www.georisques.gouv.fr/](http://www.georisques.gouv.fr/)).

La présente visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CORIANCE ( exCYEL )- SOA
- 1 rue du Gros Murger 95066 Saint-Ouen-l'Aumône
- Code AIOT : 0006506112
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de Cenergy de Saint-Ouen-l'Aumône (dite des « Bellevues ») est la principale chaufferie urbaine alimentant le réseau de chaleur de Cergy-Pontoise. D'une longueur de 44 km, celui-ci alimente environ 33 000 équivalents logements (soit environ 82 000 personnes) à partir de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (CYDEC anciennement CGECP située à Saint-Ouen l'Aumône) et de 2 chaufferies exploitées dorénavant par la société CENERGY (groupe CORIANCE).

Cette chaufferie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation en 2021, suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon, au démantèlement des chaudières fonctionnant au fuel lourd et à l'extension de la chaudière biomasse en 2019. Les modifications ont consisté en la mise en place de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel avec passage en autocontrôle et ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a débouché sur un arrêté d'autorisation le 27 août 2021.

La chaufferie se compose de :

- 2 chaudières gaz naturel de 20 MW chacune
- 1 chaudière biomasse de 30 MW
- 2 silos de stockage de biomasse (plaquette de bois) de 4 000 m<sup>3</sup> et 2 500 m<sup>3</sup>
- 2 cuves enterrées de FOD

Le réseau de chaleur est actuellement alimenté de la manière suivante, par ordre de priorité : (1) Incinérateur, (2) chaudière biomasse des Bellevues, (3) chaudières gaz de la chaufferie des Linandes, (4) chaudières Gaz Naturel/fioul domestique de la chaufferie des Bellevues.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Vérification du dispositif anti-foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 mois
13	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.1.7	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Plan de gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021,	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 5.2		
4	Analyse du risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
5	Etude technique foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
7	Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.6.3	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.1.1	/	Sans objet
9	Valeurs limites pour la chaudière fonctionnant à la biomasse	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.2.4.1	/	Sans objet
10	Registre des lots entrants de combustible	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.5	/	Sans objet
11	Provenance et contrôle des combustibles	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.3	/	Sans objet
12	Qualité de la biomasse	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.3	/	Sans objet
14	Poussières	Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de poursuivre ses efforts de recherches de fuites sur le réseau de chaleur afin de limiter sa consommation en eau, ainsi que sur le suivi des mesures de rejets atmosphériques du site.

Des actions correctives relatives à une alarme et le suivi des réserves de la vérification "foudre" sont également attendues.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/04/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...]</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liées à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Réseau d'eau : 30 000 m<sup>3</sup></p>
<b>Constats :</b> <p>À partir de l'application GEREP, l'inspection des installations classées constate que l'exploitant a consommé de l'ordre de 80 000 m<sup>3</sup> d'eau en 2024.</p> <p>Cela constitue une augmentation significative comparativement à 2023 (38 000 m<sup>3</sup>).</p> <p>L'exploitant précise que cette consommation est essentiellement liée aux besoins du réseau de chaleur, et non directement liée au fonctionnement de la chaufferie. Il indique poursuivre ses efforts afin de réduire sa consommation d'eau (voir rapport d'inspection daté du 18 mars 2024) et avoir diligenté une étude réalisée en février 2025 afin d'identifier les fuites d'eau du réseau de chaleur par thermographie. L'exploitant présente en séance les résultats de cette étude et les travaux qui ont été entrepris. Il ajoute que ces fuites présentent un important surcoût de fonctionnement qu'il s'efforce de maîtriser.</p> <p>Par courrier du 31 octobre 2024, l'exploitant sollicite un rehaussement du volume autorisé de consommation d'eau. Dans l'attente de l'instruction de cette demande, il n'est pas retenu de non-conformité, en cela que cette surconsommation n'est pas directement liée au site ICPE auquel l'arrêté préfectoral est opposable.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des périodes autres que les périodes normales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 07/03/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024</li></ul>



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conformément à la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il doit notamment décrire comment sont estimées les émissions en phases de démarrage et d'arrêt.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente en séance le plan de gestion prévu par la prescription ci-dessus. Ce plan de gestion est également transmis par mail du 4 juillet 2025. Il n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.</p> <p>La non-conformité de l'inspection du 7 mars 2024 est levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Plan de gestion des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des déchets</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 19/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des déchets produit sur son site conforme à la meilleure technique disponible (MTD 16) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 1er août 2021.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier daté du 11 octobre 2024, l'exploitant transmet le plan de gestion des déchets. L'exploitant explique avoir sollicité l'appui de la société mère afin de le construire.</p> <p>Il est parcouru en séance, et établi que celui-ci est conforme à la meilleure technique disponible citée par la prescription ci-dessus.</p> <p>La non-conformité de l'inspection du 7 mars 2024 est levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Analyse du risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ARF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente l'analyse du risque foudre datée du 14 décembre 2022. Celle-ci a été réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2. L'inspection des installations classées relève que cette analyse est postérieure à la mise en œuvre du nouveau dispositif de convoyage (ZZ Belt) qui circule entre la zone d'admission, les silos de biomasse et la chaudière biomasse. Ce dispositif a été déployé suite à l'incendie d'avril 2022.  Il est ainsi retenu que l'exploitant s'est conformé à la prescription ci-dessus
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Etude technique foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude technique foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente en séance l'étude technique prévue par la prescription ci-dessus. Elle a été réalisée initialement par l'entreprise Qualifoudre à date du 23 décembre 2022. Sa dernière mise à jour date du 5 décembre 2023 et fait suite à la mise en œuvre du nouveau dispositif de convoyage de biomasse sur le site.

Elle comprend bien une notice de vérification et de maintenance, présentée en annexe. Il est conclu à la conformité à la prescription ci-dessus
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Vérification du dispositif anti-foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification du dispositif anti-foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le rapport de vérification intitulé "Vérification complète foudre" daté du 4 juin 2023 et réalisé par la société Apave. Il est indiqué que les vérifications ont été faites conformément à la norme NF EN 62305-3 - Dommages physiques sur les structures et risques humains. L'inspection des installations classées interroge l'exploitant sur la prise en compte des réserves (4 en tout) identifiées dans ce document. Il est constaté en séance que celles-ci n'ont pas été intégrées dans le suivi des non-conformités réglementaires mis en œuvre par l'exploitant. L'exploitant indique que cela est dû au fait qu'un autre service interne à la société a mis en œuvre ce suivi. Il est demandé à l'exploitant d'intégrer sous un mois les réserves issues de la vérification anti-foudre dans son suivi des non-conformités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Transmission des résultats**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 2.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse mensuelle à trimestrielle, le rapport de synthèses est transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du</p>

mois qui suit le trimestre de la mesure. Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes)

**Constats :**

Il est constaté à la date de rédaction du présent rapport que les résultats d'auto-surveillance sont bien transmis sous l'application GIDAF, à fréquence mensuelle.  
Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

La surveillance des émissions dans l'air est réalisée par l'exploitant selon le tableau ci-dessous :

Paramètre	Chaudière n°1 : biomasse
Débit	Continu
O <sub>2</sub>	Continu
Température	Continu
Pression	Continu
Poussières	Continu
SO <sub>2</sub>	Continu
NO <sub>x</sub>	Continu
CO	Continu
NH <sub>3</sub> <sup>(2)</sup>	Continu
HCl	Continu

**Constats :**

Il est constaté que les paramètres suivants sont bien mesurés et présents dans les rapports d'autosurveillance : CO, NOx, SO2, Poussières, NH3, HCl, O2, Débit, Température, Pression.  
Il est conclu à la conformité à la prescription ci-dessus

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Valeurs limites pour la chaudière fonctionnant à la biomasse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites pour la chaudière fonctionnant à la biomasse
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les concentrations et les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes pour la chaudière biomasse :
<b>Constats :</b>  Par consultation de l'application GIDAF, il est constaté des dépassements en janvier, février et avril 2025. 23/01/2025 : Dépassement VLE CO, 04/02/2025 : Dépassement VLE CO, 20/02/2025 : Dépassement VLE NOX, 27/02/2025 : Dépassement VLE NOX, 01 au 06/02/2025 : Incohérence des données SO2, résolu par le rapport 13/03/2025 fait par la société SOLSTICE 04/04/2025 : Dépassement VLE CO, 12/04/2025 : Dépassement VLE CO, 15/04/2025 : Dépassement VLE NOX + arrêt chaudière Biomasse.  L'inspection des installations classées note que les dépassements sont plus fréquents que l'an passé et interroge l'exploitant à ce sujet. L'exploitant indique avoir des difficultés à s'approvisionner en biomasse de qualité, et que ce problème est, à sa connaissance, partagé par les chaufferies du même type en Île-de-France. Il indique également souhaiter solliciter une révision de sa VLE relative aux émissions de NH <sub>3</sub> , la VLE applicable actuellement étant plus sévère que celle prévue par le cadre national et contraignant fortement la souplesse de l'exploitation. Par courriel du 4 juillet 2025, l'exploitant soumet un porter-à-connaissance à ce sujet.  L'inspection des installations classées relève que les dépassements font l'objet d'analyses ainsi que d'actions correctives spontanément mises en œuvre par l'exploitant. Ces éléments sont documentés par la transmission sous GIDAF de rapports faisant état des analyses et des actions correctives apportées. Considérant que sur le mois de mai 2025 (fonctionnement pendant 132 h avant la mise à l'arrêt de la chaufferie), le site a respecté les VLE applicables, il n'est pas retenu de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Registre des lots entrants de combustible**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des lots entrants de combustible
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre mentionnant : <ul style="list-style-type: none"><li>• le type, la nature, l'origine, la quantité livrée ainsi que l'identité du fournisseur pour chaque lot ;</li><li>• les dates et heures de livraison et l'identité du transporteur ;</li><li>• les résultats des contrôles mentionnés à l'article 9.1.1.3 du présent arrêté ;</li><li>• le cas échéant, les résultats d'analyses effectués au titre de l'article 9.1.1.4 du présent arrêté.</li></ul> Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant cinq ans.
<b>Constats :</b>  <i>Suite à la mention par l'exploitant (voir point de contrôle ci-dessus) de difficultés d'approvisionnement en biomasse de qualité, l'inspection des installations classées ajoute à l'ordre du jour des points de contrôle sur le contrôle qualité de l'approvisionnement.</i>  L'exploitant présente en séance son registre de réception des lots de biomasse. Celui-ci est conforme à la prescription ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Provenance et contrôle des combustibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Provenance et contrôle des combustibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]L'exploitant s'assure de la conformité du combustible utilisé par rapport aux critères ci-dessus en effectuant : <ul style="list-style-type: none"><li>• un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans le programme de suivi visé à l'article 9.1.1.2 et permettent notamment de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles ou pierres ;</li><li>• une analyse de la teneur de l'ensemble des paramètres listés ci-dessus, sur un lot toutes les 1 000 tonnes fournies par un même fournisseur et pour un même type de combustible, et au minimum une fois par an par fournisseur et par type de combustible.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'un contrôle visuel est bien réalisé et que celui-ci conduit au renvoi de certaines cargaisons, notamment en cas d'humidité excessive ou lorsque la teneur en poussières de la biomasse est trop importante. Cette assertion est vérifiée par la consultation du registre, qui trace bien que des cargaisons ont été refusées. Il est également vérifié, à partir du registre, que les analyses sont bien réalisées toutes les 1000 tonnes par un même fournisseur et au moins une fois par an par fournisseur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 :** Qualité de la biomasse

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 9.1.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité de la biomasse

**Prescription contrôlée :**

Les teneurs mesurées ne dépassent pas les teneurs en chacun des composés suivants :

COMPOSE	TENEUR MAXIMALE (en mg/kg de matière sèche)
PCI	-
Humidité	-
Carbone, C	-
Mercure, Hg	0,2
Arsenic, As	4
Cadmium, Cd	5
Chrome, Cr	30
Cuivre, Cu	30
Plomb, Pb	50
Zinc, Zn	200
Chlore, Cl	900
PCP	3
PCB	2
Azote, N	Teneur maximale 1,5 % de matière sèche

**Constats :**

Par sondage et à partir du registre présenté au point de contrôle précédent, l'inspection des installations classées consulte le rapport A25n026 établi par la société "Laboratoire Bois Energie" en date du 30 janvier 2025.

Il est établi par la consultation du rapport de mesures que l'échantillon respecte les valeurs limites de la prescription.

Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus .

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 :** Dispositions générales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 3.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Alarme fioul

**Prescription contrôlée :**

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi

que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.
<b>Constats :</b>  Lors du passage en salle de commande dans le cadre du tour de site, il est constaté qu'une alarme "Fuite" sur le réservoir de fioul est active. Il est demandé à l'exploitant de procéder à une levée de doute, d'enquêter sur l'apparition de cette alarme et si nécessaire de mettre en place des actions correctives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 14 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/08/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] <p>L'exploitant établit un programme de maintenance et de suivi des installations comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un nettoyage hebdomadaire visant à éviter l'accumulation de poussières (à cet effet est disponible en permanence sur le site une mini centrale d'aspiration centralisée manuelle ) ;</li> <li>• consignes spécifiques décrivant les actions et les fréquences associées.</li> </ul> <p>La traçabilité de ces actions de nettoyage est assurée par la tenue d'un registre tenu à la disposition des actions classées.</p>
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de présenter son programme de lutte contre l'empoussièrement. L'exploitant indique que ce programme est intégré à la GMAO (gestion de maintenance assistée par ordinateur) déployée sur son site. Il se décompose en quatre actions de nettoyage en différents endroits sensibles du site. L'inspection demande à consulter le registre assurant la traçabilité de ces opérations de nettoyage. Celles-ci sont renseignées dans la GMAO. Par sondage sur le mois d'avril 2025, l'inspection des installations classées constate que ces actions sont bien mises en œuvre de manière hebdomadaire. Il est ainsi conclu à la conformité à la prescription ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite